



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

20250022

**FOURNITURE, LIVRAISON, INSTALLATION ET MISE EN
SERVICE D'EQUIPEMENTS DE PHOTOBIMODULATION POUR
LE CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES**














Date et heure limites de réception des offres :

04/04/2025 à 12:00

Etablissement support :

CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES
Pôle Services – Cellule des marchés publics
Avenue Désandrouin – B.P. 479
59322 VALENCIENNES Cedex

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	20250022 – AOO – FOURNITURE, LIVRAISON, INSTALLATION ET MISE EN SERVICE D'EQUIPEMENTS DE PHOTOBIO-MODULATION POUR LE CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES
	Mode de passation	Appel d'offres ouvert
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	5
	Délai de validité des offres	6 mois
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Avec
	PSE	Avec
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée (période initiale)	12 mois
	Reconduction	3 x 12 mois
	Négociation	Sans

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature	5
1.6 - Réalisation de prestations similaires	5
1.7 - Renouvellement.....	5
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Forme juridique du groupement	5
2.3 - Variantes.....	5
2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	6
2.5 - Développement durable	8
3 - Conditions relatives au contrat	8
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	8
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	8
3.3 - Confidentialité	8
4 - Contenu du dossier de consultation.....	8
5 - Présentation des candidatures et des offres.....	9
5.1 - Documents à produire	9
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	10
6.1 - Transmission électronique.....	10
6.2 - Transmission sous support papier	11
7 - Examen des candidatures et des offres.....	11
7.1 - Sélection des candidatures	11
7.2 - Attribution du marché	11
7.3 - Suite à donner à la consultation	12
8 - Renseignements complémentaires	12
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	12
8.2 - Procédures de recours.....	13

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

20250022 – AOO – FOURNITURE, LIVRAISON, INSTALLATION ET MISE EN SERVICE D'EQUIPEMENTS DE PHOTOBIO-MODULATION POUR LE CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES

Le Centre hospitalier de Valenciennes, en sa qualité d'établissement support des hôpitaux Hainaut-Cambrésis, agit en tant que pouvoir adjudicateur.

Lieu d'exécution :

CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES

Avenue Désandrouin

59322 VALENCIENNES Cedex

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

1.3 - Décomposition de la consultation

Le présent marché comporte **cinq lots** indépendants :

- **Lot n°1** : Fourniture, livraison et mise en service d'équipements de photobiomodulation pour traitement local (CH de Valenciennes) ;
- **Lot n°2** : Fourniture, livraison et mise en service d'équipements de photobiomodulation pour traitement cérébral (CH de Valenciennes) ;
- **Lot n°3** : Fourniture, livraison et mise en service d'équipements de photobiomodulation pour traitement corps entier (CH de Valenciennes) ;
- **Lot n°4** : Fourniture, livraison et mise en service d'équipements de photobiomodulation pour traitement corps entier – avec surinfection – (CH de Valenciennes) ;
- **Lot n°5** : Fourniture, livraison et mise en service d'un laser thérapeutique dédié à la prise en charge de la douleur (CH de Valenciennes).

1.4 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un accord-cadre sans montant minimum mais avec un montant maximum, qui est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Le montant annuel lié aux bons de commande sera compris :

- Concernant le lot n°1, le montant financier annuel sera compris entre un minimum de 0 € HT et un maximum de 120.000 € HT ;
- Concernant le lot n°2, le montant financier annuel sera compris entre un minimum de 0 € HT et un maximum de 20.000 € HT ;
- Concernant le lot n°3, le montant financier annuel sera compris entre un minimum de 0 € HT et un maximum de 250.000 € HT ;

- Concernant le lot n°4, le montant financier annuel sera compris entre un minimum de 0 € HT et un maximum de 150.000 € HT ;
- Concernant le lot n°5, le montant financier annuel sera compris entre un minimum de 0 € HT et un maximum de 60.000 € HT.

Pour chaque lot, l'accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique (mono-attributaire).

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
33150000-6	Appareils de radiothérapie, de mécanothérapie, d'électrothérapie et de physiothérapie

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au fournisseur retenu, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

1.7 - Renouvellement

Sans objet.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Les candidats ont l'obligation de répondre à la solution de base et peuvent proposer toute variante dument documentée tant techniquement qu'économiquement :

- Soit partielle dès lors qu'elle consiste à modifier ou compléter le descriptif des fonctionnalités minimales spécifiées par le cahier des clauses particulières (CCP) en fonction des spécificités de l'offre technique du constructeur ;
- Soit globale dès lors qu'elle propose une configuration alternative complète à l'offre de base, en reprenant l'ensemble des caractéristiques de la proposition de base et de ses options.

2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Les candidats peuvent faire une proposition pour les prestations supplémentaires éventuelles (PSE) facultatives suivantes :

Lot	Libellé
1	<p>Prestation supplémentaire éventuelle I-1 (PSE facultative) : Les soumissionnaires proposeront la liste de l'ensemble des consommables disponibles pour les matériels proposés. Cette liste comprendra la description technique des consommables, le prix catalogue et le prix remis tenant compte de l'abattement consenti.</p> <p>Prestation supplémentaire éventuelle I-2 (PSE facultative) : Les soumissionnaires proposeront la liste de l'ensemble des matériels, accessoires et logiciels disponibles pour les matériels proposés. Cette liste comprendra la description technique des matériels, accessoires et logiciels, le prix catalogue et le prix remis tenant compte de l'abattement consenti.</p> <p>Prestation supplémentaire éventuelle I-3 (PSE facultative) : Les soumissionnaires valoriseront un contrat de <u><i>maintenance préventive</i></u> seule, incluant les pièces d'usure, la main d'œuvre et les déplacements pour un nombre de visites annuelles à préciser ainsi que la couverture des logiciels avec leurs évolutions et mises à jour. Le contrat de maintenance débutera à l'issue de la période de garantie.</p> <p>Dans le cadre du contrat de maintenance préventive, les soumissionnaires fourniront la liste des <u><i>pièces détachées</i></u> et préciseront pour chacune d'elles :</p> <ul style="list-style-type: none">- La référence commerciale ;- Le coût unitaire de chaque type de pièces ;- Le taux de remise consenti sur le prix catalogue pendant la durée du marché.
2	<p>Prestation supplémentaire éventuelle II-1 (PSE facultative) : Les soumissionnaires proposeront la liste de l'ensemble des consommables disponibles pour les matériels proposés. Cette liste comprendra la description technique des consommables, le prix catalogue et le prix remis tenant compte de l'abattement consenti.</p> <p>Prestation supplémentaire éventuelle II-2 (PSE facultative) : Les soumissionnaires proposeront la liste de l'ensemble des matériels, accessoires et logiciels disponibles pour les matériels proposés. Cette liste comprendra la description technique des matériels, accessoires et logiciels, le prix catalogue et le prix remis tenant compte de l'abattement consenti.</p> <p>Prestation supplémentaire éventuelle II-3 (PSE facultative) : Les soumissionnaires valoriseront un contrat de <u><i>maintenance préventive</i></u> seule, incluant les pièces d'usure, la main d'œuvre et les déplacements pour un nombre de visites annuelles à préciser ainsi que la couverture des logiciels avec leurs évolutions et mises à jour. Le contrat de maintenance débutera à l'issue de la période de garantie.</p> <p>Dans le cadre du contrat de maintenance préventive, les soumissionnaires fourniront la liste des <u><i>pièces détachées</i></u> et préciseront pour chacune d'elles :</p> <ul style="list-style-type: none">- La référence commerciale ;- Le coût unitaire de chaque type de pièces ;- Le taux de remise consenti sur le prix catalogue pendant la durée du marché.

3	<p>Prestation supplémentaire éventuelle III-1 (PSE facultative) : Les soumissionnaires proposeront la liste de l'ensemble des matériels, accessoires et logiciels disponibles pour les matériels proposés. Cette liste comprendra la description technique des matériels, accessoires et logiciels, le prix catalogue et le prix remis tenant compte de l'abattement consenti.</p> <p>Prestation supplémentaire éventuelle III-2 (PSE facultative) : Les soumissionnaires valoriseront un contrat de <u>maintenance préventive</u> seule, incluant les pièces d'usure, la main d'œuvre et les déplacements pour un nombre de visites annuelles à préciser ainsi que la couverture des logiciels avec leurs évolutions et mises à jour. Le contrat de maintenance débutera à l'issue de la période de garantie.</p> <p>Dans le cadre du contrat de maintenance préventive, les soumissionnaires fourniront la liste des <u>pièces détachées</u> et préciseront pour chacune d'elles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La référence commerciale ; - Le coût unitaire de chaque type de pièces ; - Le taux de remise consenti sur le prix catalogue pendant la durée du marché.
4	<p>Prestation supplémentaire éventuelle IV-1 (PSE facultative) : Les soumissionnaires proposeront la liste de l'ensemble des matériels, accessoires et logiciels disponibles pour les matériels proposés. Cette liste comprendra la description technique des matériels, accessoires et logiciels, le prix catalogue et le prix remis tenant compte de l'abattement consenti.</p> <p>Prestation supplémentaire éventuelle IV-2 (PSE facultative) : Les soumissionnaires valoriseront un contrat de <u>maintenance préventive</u> seule, incluant les pièces d'usure, la main d'œuvre et les déplacements pour un nombre de visites annuelles à préciser ainsi que la couverture des logiciels avec leurs évolutions et mises à jour. Le contrat de maintenance débutera à l'issue de la période de garantie.</p> <p>Dans le cadre du contrat de maintenance préventive, les soumissionnaires fourniront la liste des <u>pièces détachées</u> et préciseront pour chacune d'elles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La référence commerciale ; - Le coût unitaire de chaque type de pièces ; - Le taux de remise consenti sur le prix catalogue pendant la durée du marché.
5	<p>Prestation supplémentaire éventuelle V-1 (PSE facultative) : Les soumissionnaires proposeront la liste de l'ensemble des matériels, accessoires et logiciels disponibles pour les matériels proposés. Cette liste comprendra la description technique des matériels, accessoires et logiciels, le prix catalogue et le prix remis tenant compte de l'abattement consenti.</p> <p>Prestation supplémentaire éventuelle V-2 (PSE facultative) : Les soumissionnaires valoriseront un contrat de <u>maintenance préventive</u> seule, incluant les pièces d'usure, la main d'œuvre et les déplacements pour un nombre de visites annuelles à préciser ainsi que la couverture des logiciels avec leurs évolutions et mises à jour. Le contrat de maintenance débutera à l'issue de la période de garantie.</p> <p>Dans le cadre du contrat de maintenance préventive, les soumissionnaires fourniront la liste des <u>pièces détachées</u> et préciseront pour chacune d'elles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La référence commerciale ; - Le coût unitaire de chaque type de pièces ; - Le taux de remise consenti sur le prix catalogue pendant la durée du marché.

2.5 - Développement durable

Sans objet.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an, à compter de sa date de notification au titulaire.

Le marché est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du marché, toutes périodes confondues, est de 4 ans. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Au plus tôt, de manière anticipée :

Dans le cas où le montant maximum serait atteint avant le terme de la période considérée (la période initiale ou l'une des trois périodes de reconduction), le pouvoir adjudicateur informe par écrit le titulaire de la reconduction anticipée du marché. La durée maximale du marché sera ainsi réduite au prorata des mois anticipés.

La reconduction anticipée est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction anticipée.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au fournisseur retenu seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue dans le cahier des clauses particulières (CCP), ils doivent le préciser dans l'acte d'engagement (AE).

3.3 - Confidentialité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du cahier des clauses particulières (CCP) qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le questionnaire technique (QT) ;
- Le formulaire DC1 – Lettre de candidature / Désignation du mandataire par ses co-traitants ;
- Le formulaire DC2 – Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du dossier de consultation des entreprises (DCE) sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation des entreprises (DCE) au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier de consultation des entreprises (DCE) initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation des entreprises (DCE) modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier de consultation des entreprises (DCE) par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
DC1 - LETTRE DE CANDIDATURE / DESIGNATION DU MANDATAIRE PAR SES CO-TRAITANTS.	Non
DC2 - DECLARATION DU CANDIDAT INDIVIDUEL OU DU MEMBRE DU GROUPEMENT.	Non
Liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. (à dater au jour du dépôt de l'offre sur le profil d'acheteur).	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années (références), indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.	Non

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) – accompagné de la délégation de pouvoir qui habilite le signataire à engager la société.	Oui
L'offre technique et financière du candidat, reprenant tous les éléments définis dans le cahier des clauses particulières (CCP) et permettant d'apprécier les critères de jugement des offres définis à l'article 7.2 du présent règlement de la consultation (RC).	Non
Le catalogue du fournisseur.	Non
Un relevé d'identité bancaire (RIB).	Non

Autres documents :

Libellés	Signature
Attestation fiscale datant de moins de 6 mois.	Non
Attestation sociale datant de moins de 6 mois.	Non
Attestation d'assurance en cours de validité.	Non

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par le pouvoir adjudicateur. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES
Pôle logistique – Cellule des marchés publics
Avenue Désandrouin – B.P. 479
59322 VALENCIENNES Cedex

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite.

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution du marché

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à L. 2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots :

Critères	Pondération
1. PRIX (Coût d'achat du matériel) La configuration matérielle retenue sera la configuration technologique permettant de satisfaire à l'ensemble des procédures médicales demandées.	60 points
2. VALEUR TECHNIQUE	35 points
2.1. <u>Performances des traitements</u> Les candidats sont invités à fournir un argumentaire scientifique sur les performances de leur dispositif.	15 points
2.2. <u>Qualité de fabrication</u> Il est attendu des candidats que les matériaux soient adaptés à l'usage hospitalier : hygiène / robustesse.	10 points
2.3. <u>Ergonomie</u> - Accessoires pour dispensation personnalisée du traitement (qualité des matériaux proposés) : 5 points - Interface de pilotage (intuitive et facile d'utilisation) : 5 points	10 points
3. DELAI DE LIVRAISON	5 points

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100 points.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées dans la / les annexe(s) financière(s), celle(s)-ci sera / seront corrigée(s) en conséquence. L'entreprise sera alors invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier de consultation des entreprises (DCE) ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE

5, rue Geoffroy Saint-Hilaire
59014 LILLE CEDEX CS 62039

Tél : 03 59 54 23 42

Télécopie : 03 59 54 24 45

Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

** Coordonnées identiques, pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours.*

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du code de justice administrative (CJA) ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet : www.telerecours.fr

L'organe chargé des procédures de médiation est :

COMITE CONSULTATIF INTERREGIONAL DE REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS OU LITIGES RELATIFS AUX MARCHES PUBLICS DE NANCY

Préfecture de Meurthe et Moselle
1, rue du préfet Claude Erignac
54000 NANCY

Tél. : 03 83 34 25 65

Mail. : caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr